

Le Grand Est classé zone à risque par l'Allemagne : des répercussions aux frontières ?

La rumeur d'une fermeture des frontières allemandes, sans contrôles fixes toutefois, enflamme les réseaux sociaux depuis mercredi soir. Plusieurs sources officielles démentent, rappelant que le land de Sarre a pris des dispositions particulières, plus souples, visant les habitants des régions frontalières.

Par Nicolas THIERCY - Hier à 18:48 | mis à jour à 20:54 - Temps de lecture : 4 min

| Vu 29896 fois



Le land de Sarre ne souhaite pas interdire son territoire aux habitants de la région frontalière. Les autres länder frontaliers de Rhénanie-Palatinat et Bade-Wurtemberg ne se sont pas prononcés à ce sujet. Photo RL /Thierry NICOLAS

« Pour l'heure, nous n'avons été informés d'aucune fermeture ni restriction particulière à la frontière » Nicole Trisse, députée de Sarreguemines,

répond ainsi aux rumeurs qui se répandent sur les réseaux sociaux et selon lesquelles les frontières avec l'Allemagne vont être fermées.

« Ce que nous savons, c'est qu'au vu de l'évolution de la crise sanitaire, l'institut Robert-Koch devrait modifier sa classification et faire passer le Grand Est dans la catégorie des zones à risque », indiquait-elle jeudi matin. Le confirmation est tombée dans la soirée, « toute la France continentale » faisant désormais partie des « zones à risque nouvellement désignées », et ce à compter du samedi 17 octobre à minuit. Les Mosellans devraient toutefois bénéficier de dérogations. « Le conseil des ministres de la Sarre s'est engagé au début du mois à ne pas fermer ses frontières, même si les chiffres du coronavirus augmentaient dans le Grand Est et au Luxembourg », rappelle la députée, sans présumer de ce que les autres länder frontaliers de Rhénanie-Palatinat et Bade-Wurtemberg décideront.

Une exception à la règle fédérale

L'inquiétude partagée par de nombreux habitants de Moselle-Est et travailleurs frontaliers résulte de l'expérience malheureuse de la récente fermeture des frontières. « Cette fois-ci, les choses ne devraient pas aller aussi loin », espère la députée Nicole Trisse. Ce que le consul général de France en Sarre, Sébastien Girard, confirme. « Si restrictions il y a, celles-ci ne concerneraient pas les frontaliers. Parmi eux, seules les personnes souhaitant séjourner plus de 24 heures en Allemagne seraient soumises à l'obligation de tests. »

En effet, si le texte de la chancellerie de Sarre stipule que les personnes venant des régions frontalières de Lorraine et du Luxembourg pourront continuer à entrer en Sarre sans conditions dans la limite d'une durée de 24 heures, au-delà c'est la règle fédérale qui s'applique, à savoir qu'il faudra fournir un test négatif au retour d'une zone rouge. Ce n'est qu'en cas d'absence ou de test positif qu'une quarantaine sera imposée.

"Les frontières ne se refermeront pas" rassure la Région Grand Est, dans un communiqué

" Le 17 octobre à minuit, le Gouvernement fédéral allemand classera la Région Grand Est comme « zone à risque » (Risikogebiet), compte-tenu de l'évolution du taux d'incidence de la covid19 dans la Région Grand Est. Avec un taux d'incidence de 92 cas pour 100 000 habitants dans la Région Grand Est durant la semaine du 4 au 10 octobre, la Région Grand Est sera désormais également classée comme zone à risque, à l'instar des autres régions françaises.

Cette décision a été concertée entre les autorités fédérales allemandes, les Länder frontaliers, les autorités françaises (Préfecture de Région, ARS), la Région Grand Est et les Départements frontaliers (Moselle, Bas-Rhin, Haut-Rhin), dans l'objectif d'établir des mesures adéquates, responsables et qui répondent aux enjeux d'un bassin de vie frontalier dans lequel les citoyens alsaciens et mosellans évoluent quotidiennement.

Cette concertation organisée de manière hebdomadaire depuis plusieurs semaines a permis d'arriver à une décision de non réintroduction de contrôles systématiques à la frontière de la part de Madame et Messieurs les Ministres-Présidents Malu Dreyer (Rhénanie-Palatinat), Tobias Hans (Sarre) et Winfried Kretschmann (Bade-Wurtemberg), considérant que la réintroduction de contrôles systématiques aux frontières a clairement montré ses limites lors de la première vague Covid19 en mars 2020 et a grandement handicapé le bassin de vie franco-allemand.

Aujourd'hui, les Länder frontaliers poursuivent le travail d'harmonisation des dispositions en vigueur, sur leurs territoires respectifs, en ce qui concerne les exemptions à l'obligation de produire un test PCR négatif pour pouvoir continuer à se rendre en Allemagne sans obligation de quarantaine.

Dans ce contexte, les autorités des Länder frontaliers se sont engagées à partager une information transparente sur leurs sites institutionnels de référence permettant d'expliquer quelles catégories de personnes originaires du Grand Est peuvent désormais se rendre dans les Länder frontaliers pour une durée de 24h ou supérieure à 24h, qu'ils soient travailleurs frontaliers ou se rendent en Allemagne pour des raisons professionnelles, médicales, ou toute autre raison (scolarité, études, garde d'enfants...) [...]"

Inquiétudes en Sarre aussi

Avec plus de 100 nouvelles infections par jour recensées cette semaine, la Sarre n'est plus un territoire préservé. Pire : le taux de reproduction de 2 place la Sarre tout en haut de l'échelle en Allemagne. Selon un professeur sarrois relayé par la radio sarroise, ce taux très élevé qui a bondi depuis début octobre fait craindre une forte augmentation du nombre de malades d'ici deux à trois semaines, bien au-delà des 24 patients hospitalisés à ce jour. Actuellement, la Sarre compte 536 personnes infectées.

Alors que le land a recensé longtemps moins de dix cas par jour, trois zones ont fait exploser le bilan depuis le week-end dernier. Les landkreise (cantons) de St. Wendel, Neunkirchen et Merzig-Wadern ont été déclarés zones à risque.